



17 MAI, AU TRAVAIL COMME AILLEURS, LUTTONS CONTRE LA LGBTIPHOBIE !

En 2025, les droits des personnes LGBTQI+ ne sont toujours pas pleinement appliqués et sont toujours plus menacés. Et les attaques contre les personnes LGBTQIA+ se multiplient : attaques de centres LGBTQIA+, agressions physiques, campagnes de harcèlement envers les militant-es LGBTQIA+, infiltrations d'associations trans par des médias d'extrême-droite, offensive anti-trans au Sénat en 2024 en voulant interdire les bloqueurs de puberté.

Partis politiques - LR, RN et Reconquête en tête -, médias d'extrême droite, maisons d'édition, député-es et sénateur-ices, les discours réactionnaires sont de plus en plus décomplexés, et les inégalités perdurent dans tous les domaines : discriminations à l'emploi et au logement, inégalité des droits en termes de filiation ...

Plus largement, au niveau international, les actes violents sont attisés par des personnes à la tête de gouvernements comme Donald Trump, Vladimir Poutine, Javier Milei. Depuis son investiture en janvier 2025 Trump a supprimé les protections contre les discriminations basées sur le genre et l'orientation sexuelle, mis en place des lois discriminatoires et excluantes envers les personnes LGBTQI+, à commencer par les personnes trans. En Russie, Poutine assimile le mouvement LGBTQI+ à du "terrorisme", renforçant un climat de répression et d'agressions physiques.

Au travail aussi

Selon le dernier rapport de SOS Homophobie, la LGBTIphobie au travail augmente. Elle est majoritairement le fait de collègues ou de supérieurs hiérarchiques et se caractérise par du harcèlement, le rejet ou des insultes à l'encontre des LGBTQIA+.

Dès l'embauche et tout au long de la carrière, iels sont scruté-es, isolé-es et discriminé-es. Cela va des « blagues » homophobes ou transphobes, aux insultes jusqu'aux violences physiques. Cela démontre l'insuffisance, voire l'absence de prévention. Ces agressions, souvent quotidiennes et permanentes, ont des conséquences sur la carrière : refus de promotion, mutation subie, rupture de contrat...

De plus, selon une étude réalisée par l'IFOP et l'association l'Autre Cercle, **37% des personnes trans interrogées ont dit avoir subi une agression sur leur lieu de travail.** Voir son identité de genre respectée n'est ni un caprice ni une mode, c'est un droit fondamental reconnu par la Cour européenne des droits de l'Homme comme une composante de la dignité humaine.

Les LGBTIphobies sont à l'origine de climats délétères et génèrent de la souffrance au travail pour les salarié-es LGBTQIA+, quand elles ne les privent pas tout simplement de l'accès à l'emploi.

C'EST QUOI LE 17 MAI ?

LE 17 MAI EST UNE DATE IMPORTANTE POUR LES DROITS ET LA RECONNAISSANCE DES PERSONNES LGBTQIA+. EN EFFET IL A FALLU ATTENDRE LE 17 MAI 1990 POUR QUE L'HOMOSEXUALITÉ SOIT ENFIN RETIRÉE DE LA LISTE DES MALADIES MENTALES DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS). IL A FALLU ATTENDRE 2009 POUR QUE LA TRANSIDENTITÉ SOIT RETIRÉE DES MALADIES MENTALES EN FRANCE ET 2019 POUR QUE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) SUPPRIME LE « TROUBLE DE L'IDENTITÉ DE GENRE » DE SON MANUEL OFFICIEL DE DIAGNOSTICS. LANCÉE EN 2005 ET COORDONNÉE AU NIVEAU INTERNATIONAL PAR LE COMITÉ IDAHOT (INTERNATIONAL DAY AGAINST HOMOPHOBIA AND TRANSPHOBIA), CETTE JOURNÉE EST AUJOURD'HUI CÉLÉBRÉE DANS PLUS DE 60 PAYS À TRAVERS LE MONDE. ELLE A POUR BUT DE PROMOUVOIR DES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE PRÉVENTION POUR LUTTER CONTRE L'HOMOPHOBIE, LA LESBOPHOBIE, LA BIPHOBIE, LA TRANSPHOBIE, L'INTERSEXOPHOBIE, ETC.

destruction des services publics, notamment de santé, entrave d'autant plus un accès aux soins déjà précaire. Les attaques envers l'école, portées par le gouvernement ou des organisations d'extrême-droite comme Parents Vigilants, génèrent un climat particulièrement hostile pour les élèves trans et non-binaires ! Reconnue comme un outil efficace pour lutter contre les discriminations LGBTIphobes, l'éducation à la sexualité, via l'EVARS, est devenue un symbole systématiquement attaqué par les mouvements réactionnaires. Impensées par l'institution judiciaire, les personnes LGBTQIA+ sont mégenrées par ses acteurs et actrices, toujours soumis à la comparution à l'audience pour le changement de sexe à l'état civil ou surexposées aux violences en détention.

Face à leur haine, au travail comme ailleurs, la solidarité est notre force.

Les employeurs ont l'obligation d'assurer la santé et la sécurité physique et mentale des travailleurs et travailleuses et de sanctionner les actes discriminatoires.

Il est urgent de mettre en place une négociation annuelle obligatoire, des outils effectifs et contraignants de lutte contre les discriminations, de suivi et prévention des discriminations, du harcèlement, mais aussi, de former et sensibiliser les salarié-es et les directions sur ces questions afin d'obtenir l'égalité des droits et des environnements de travail inclusifs, sans stéréotypes de genre, ainsi que des mesures concrètes contre les violences au travail .

Ces leviers sont essentiels pour gagner l'égalité des droits au travail et faire avancer la société !

POUR LES DROITS LGBTQIA+, MARCHONS PARTOUT !

Lesbiennes, Gays, bi-es, trans, intersexes, ... : les mois de mai et juin sont ceux des fiertés! L'enjeu est bien sûr de visibiliser les LGBTQIA+, mais surtout de porter haut et fiè-res nos revendications, au boulot et dans l'ensemble de la société !

- Face à la montée des discours réactionnaires et LGBTIphobes
- Face à la multiplication des violences tant en France qu'à l'étranger à l'encontre des minorités
- Face aux politiques libérales qui accroissent la vulnérabilité de celles et ceux qui subissent déjà quotidiennement les oppressions
- Face aux politiques migratoire racistes et répressives et la mise en danger des personnes migrantes LGBTQIA+ qu'elles entraînent

**MOBILISONS-NOUS POUR LES DROITS, L'ÉMANCIPATION
ET L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUTES ET TOUS !**



Union
syndicale
Solidaires